
Commune de Mérignat (01)

Assainissement

Zonage d'assainissement



Titre : **Mérignat zonage**

N° de devis : **D102127_v1**

N° de dossier : **B3MET101**

Établi par : EP

Le : 16/08/2012

G			
F			
E			
D			
C			
B			
A	Version du	16/08/2012	

indice

modification

date

visa



environnement, **p**ollution, **t**raitement de l'**eau**

SARL au capital de 128 000 euros - RCS BELLEY 351 498 241.

1, rue Grange Peyraud - 01360 LOYETTES- tél. 04 72 93 00 50 - télécopie 04 72 93.00.59

N° TVA Intracommunautaire : FR72 351 498 241

e - mail : epteau@epteau.com

TABLE DES MATIÈRES

<i>PARTIE 1.CADRE DE L'ÉTUDE.....</i>	<i>3</i>
1 - EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
2 - ORGANISATION DE L'ÉTUDE.....	3
3 - CADRE RÉGLEMENTAIRE.....	4
<i>PARTIE 2.DONNÉES GÉNÉRALES.....</i>	<i>5</i>
1 - PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE.....	5
2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE.....	5
3 - SITUATION GÉOGRAPHIQUE.....	5
4 - CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE.....	6
5 - CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE.....	8
6 - CONTEXTE ÉCOLOGIQUE.....	9
7 - DOCUMENTS DE PROGRAMMATION ET D'ORIENTATION.....	9
7.1La DCE ET LE SDAGE.....	9
7.2Le SAGE.....	9
8 - PATRIMOINE.....	12
9 - CONTEXTE URBAIN.....	12
10 - CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE.....	12
11 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....	13
<i>PARTIE 3.LE SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT.....</i>	<i>14</i>
1 - BASSIN DE COLLECTE.....	14
2 - CHARGES COLLECTÉES.....	17
2.1CHARGES DOMESTIQUES.....	17
2.2CHARGES AUTRES QUE DOMESTIQUES.....	17
2.3CHARGES PLUVIALES.....	17
<i>PARTIE 4.DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</i>	<i>18</i>

Zonage d'assainissement

1 - TEMPS SEC.....	18
2 - TEMPS DE PLUIE.....	19
3 - TRAITEMENT.....	19
<i>PARTIE 5.CHARGES VINICOLES.....</i>	<i>20</i>
1 - VENDANGEURS.....	20
2 - EAUX DE PROCESS.....	20
2.1 DESCRIPTIF.....	20
2.2 CHARGES.....	21
3 - RÉGLEMENTATION.....	23
3.1 RÉGLEMENTATION DES REJETS AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF COMMUNAL.....	23
3.2 RÉGLEMENTATION DES ÉPANDAGES.....	24
<i>PARTIE 6.SOLUTIONS ASSAINISSEMENT RETENUES.....</i>	<i>26</i>
1 - CHARGES RETENUES.....	26
1.1 CHARGES DOMESTIQUES.....	26
1.2 CHARGES VINICOLES.....	26
1.3 SYNTHÈSE.....	27
2 - SOLUTION TECHNIQUE.....	28
3 - CHIFFRAGE.....	29
4 - IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU.....	30
4.1 AIDES PUBLIQUES POTENTIELLES.....	30
4.2 IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU EFFLUENTS DOMESTIQUES.....	32
4.3 IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU EFFLUENTS NON DOMESTIQUES.....	32
<i>PARTIE 7.ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....</i>	<i>33</i>
1 - CARTE DE ZONAGE.....	33
2 - NOTES POUR LE RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT.....	33
3 - IMPLICATIONS DU ZONAGE.....	34
<i>LISTE DES FIGURES.....</i>	<i>35</i>
<i>ANNEXES.....</i>	<i>37</i>

PARTIE 1. CADRE DE L'ÉTUDE

1 - EXPOSÉ DES MOTIFS

L'étude du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) mise en route par la commune de Mérignat a pour principal objet :

- x De disposer d'un outil permettant de définir les orientations de l'assainissement à moyen et long terme ;
- x De disposer des éléments permettant de définir les orientations de la commune pour atteindre la conformité réglementaire du système d'assainissement, arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- x De définir une carte de zonage d'assainissement répondant au cadre réglementaire du code de l'environnement : définition des zones relevant de l'assainissement collectif (collecte, traitement et rejet), et des zones relevant de l'assainissement non collectif (assainissement non collectif, collecte, traitement et rejet).

L'ensemble de l'étude est un outil d'aide à la décision encadrant la politique globale de gestion des eaux usées et pluviales.

2 - ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude consiste notamment en :

- x La synthèse des données existantes en terme d'assainissement collectif ;
- x La connaissance des infrastructures existantes, de la collecte et du transport des eaux usées ;
- x La caractérisation des dysfonctionnements de l'ensemble du système de collecte ;
- x La définition des besoins de la commune en terme d'assainissement ;
- x La définition d'un programme d'intervention à court, moyen et long terme ;
- x La définition d'une carte de zonage d'assainissement.

Cette étude est articulée en phases :

- x Phase 1 : synthèse des documents existants ;
- x Phase 2 : mesures sur le réseau, diagnostic de fonctionnement ;
- x
- x Phase 3 : programme hiérarchisé de travaux, définition du zonage d'assainissement.

Zonage d'assainissement

3 - CADRE RÉGLEMENTAIRE

Le cadre législatif français fixe depuis 1992 des objectifs réglementaires en matière d'assainissement.

Selon le type d'assainissement choisi par la commune, découleront les charges et contraintes qu'elle sera tenue d'assurer, d'après les lois et réglementations en vigueur.

Ainsi, l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales complète le code des communes en prévoyant que les communes délimitent après enquête publique :

- x « Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- x Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ; »

L'arrêté du 7 septembre 2009 définit les « Prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ».

PARTIE 2. DONNÉES GÉNÉRALES

1 - PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

L'étude du Schéma Directeur d'Assainissement et du zonage d'assainissement concerne l'ensemble de la commune de Mérignat.

2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

L'ensemble des études réalisées sur la commune, en relation avec l'assainissement, et ayant été exploitées pour ce rapport, est donné par la liste suivante :

- x Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée du Veyron – Bilan diagnostic des réseaux d'assainissement des communes de Poncin et Mérignat et de la station d'épuration de Poncin – Cerec – Février 1996.

Les données sont issues des recensements établis par l'INSEE. Elles sont extraites du site Internet de l'INSEE www.insee.fr et du site de la DREAL www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr.

Les données « nature, paysage et biodiversité » sont issues du site Internet de la DREAL www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr.

Les données de projection de développement démographiques sont tirées des documents diffusés par le SCOT Bucopa¹.

3 - SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La commune se situe dans l'Ain dans la région naturelle du Bugey à 74 km au nord-est de Lyon. Elle fait partie du canton de Poncin de l'arrondissement de la Nantua. Localisation en **Annexe 1**.

Le territoire communal s'étend sur des altitudes variant de 300 à 587 m. Sa superficie est de 3,17 km², soit 317 ha.

¹ SCOT Bucopa : Schéma de COhérence Territoriales, syndicat mixte du Bugey Côtière Plaine de l'Ain

Zonage d'assainissement

4 - CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

L'hydrographie de la commune de Mérignat se résume à :

- x Quelques cours d'eau non pérennes dans les thalweg qui rejoignent les cours d'eau s'écoulant en contre bas de la commune (le Veyron et la Morena affluent du Veyron) ;
- x Un cours d'eau pérenne au sud ouest de la commune : l'Ecotet qui rejoint la rivière d'Ain à la hauteur de Oussiat.

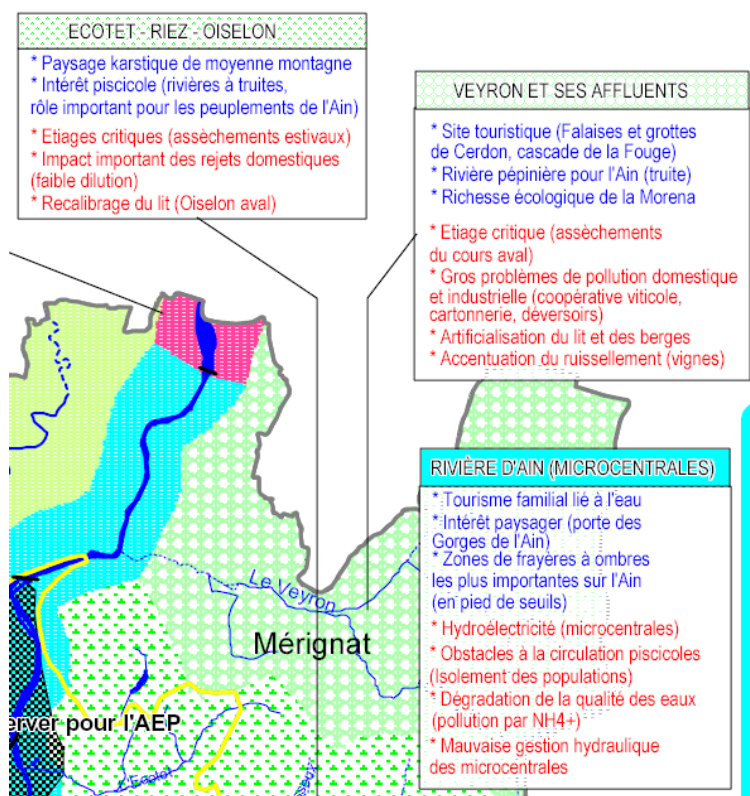
Les rejets du système d'assainissement (déversoirs d'orage et aval de la collecte) se font dans un talweg descendant de Mérignat par l'ouest et rejoignant le Veyron (masse d'eau FRDR10951) vers le nord sur la commune de Leymiat.

Le Veyron rejoint la rivière d'Ain (masse d'eau FRDR490 l'Ain du barrage de l'Allemand à la confluence avec le suran) sur le territoire de la commune de Poncin.

Le réseau hydrographique du secteur est présenté en **Annexe 2**.

Le SAGE de la Basse Vallée de l'Ain fait état de problèmes de pollutions domestiques et industrielles sur le Veyron. L'extrait de carte suivant, source diagnostic du SAGE de la Basse Vallée de l'Ain, situe Mérignat par rapport à cette problématique.

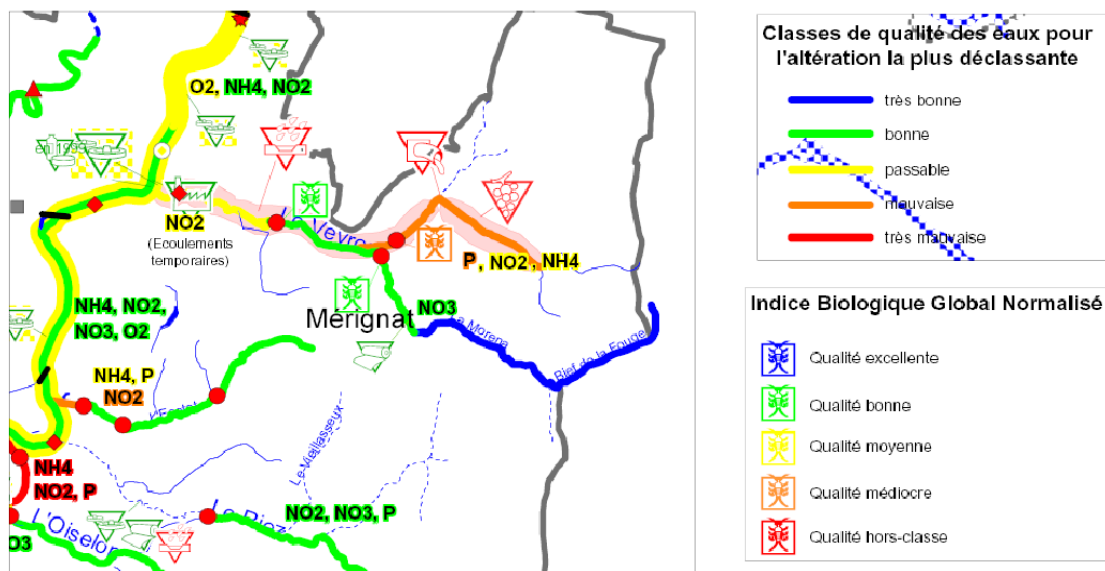
Figure 1 : Synthèse du diagnostic SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat





















Zonage d'assainissement

L'extrait de carte suivant fait état de la qualité des cours d'eau et des éléments perturbateurs dans le secteur de Mérignat.

Figure 2 : Qualité et perturbation de la qualité des eaux SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat



Paramètres déclassants		Sigles	
NO3	Déclassement en classe de qualité passable	NH4	Azote ammoniacal
Stations de mesure		NO2	Nitrites
◆	Suivi Cellule d'alerte	NO3	Nitrates
●	Suivi Conseil Général de l'Ain	P	Matières phosphorées
▲	Etudes pour les Contrats de rivière		
★	Point RNB, RCB (Suivi DIREN)		

Nature des rejets					
	Ouvrage d'épuration collectif		Pisciculture		Chimie
	Rejets domestiques non traité		Laiterie-fromagerie		Industrie textile-papeterie
	Déversoir - bassin d'orage		Cave vinicole		Industrie nucléaire
	Industrie raccordée à un ouvrage d'épuration collectif		Agro-alimentaire		Elevage de porcs
	Rejets importants		Rejets traités pouvant être pénalisant pour les milieux aquatiques		
	Rejets traités		Rejets non traités		
 Rejets diffus d'origine domestique et/ou industrielle			 Rejet diffus d'origine agricole		

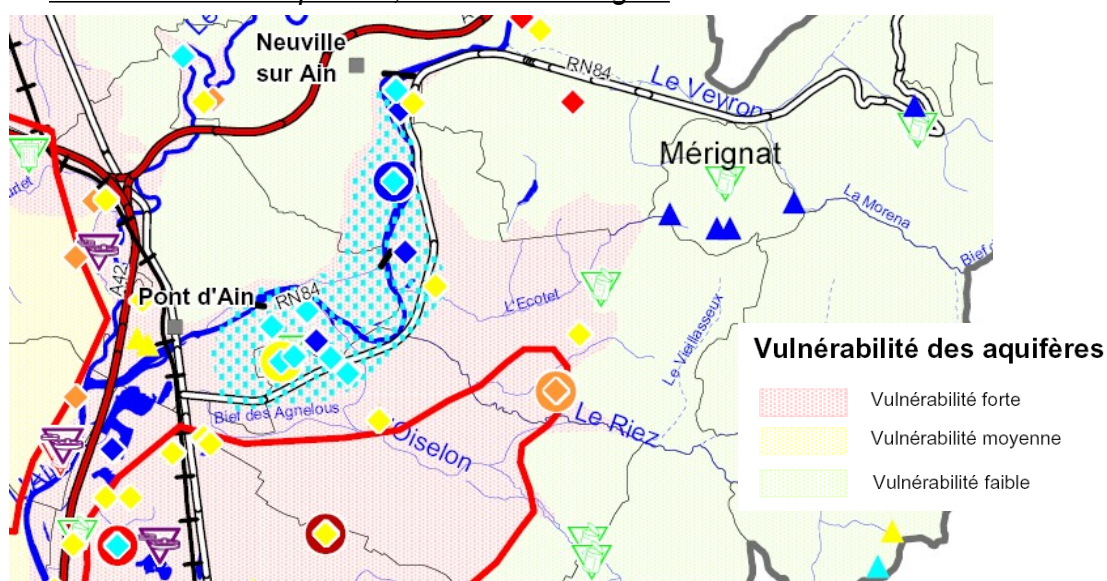
5 - CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

La commune se situe au-dessus de la masse d'eau souterraine affleurante « calcaires et marnes jurassiques chaîne du Jura et Bugey – BV Ain et Rhône RD », masse d'eau souterraine n°FRDG114. A l'échelle de la masse d'eau globale, elle présente un bon état quantitatif et un bon état chimique. Elle l'objet de la mesure SDAGE suivante : délimitation des ressources faisant l'objet d'objectifs plus stricts et/ou à préserver en vue de leur utilisation futur pour l'alimentation en eau potable.

Une partie de son territoire se situe également au-dessus de la masse d'eaux souterrain de profondeur 2 « Miocène de Bresse », masse d'eau n°FRDG212. Cette masse d'eau présente un bon état quantitatif et un bon état chimique. Elle n'est pas concernée par le programme de mesures du SDAGE en cours hormis le besoin d'acquisition de connaissances sur les pollutions et les pressions de pollution en général (nature, source, impact sur le milieu, qualité du milieu, ...).

Au droit de la commune de Mérignat les aquifères ne présentent pas de vulnérabilité. Cependant les aquifères présentent une vulnérabilité forte sur une zone encadrant l'Ecotet. Cf. extraits de carte suivants, source SAGE de la Basse Vallée de l'Ain.

Figure 3 : Vulnérabilité des aquifères, secteur de Mérignat



Les rejets du réseau d'assainissement de la commune ne concernent pas ce secteur, ils concernent le bassin versant du Veyron.

6 - CONTEXTE ÉCOLOGIQUE

L'inventaire du patrimoine naturel, établi selon une méthodologie nationale, est réalisé à l'échelle régionale par la DIREN (Rhône-Alpes).

Les éléments de l'**Annexe 3** listent et localisent les zones protégées recensées sur le territoire de la commune. Il en ressort que le territoire de la commune est concerné par :

- x Une ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type II : Massifs occidentaux du Bugey, ZNIEFF n°0112. L'ensemble du territoire de la commune est concerné par la ZNIEFF de type II ;
- x Un arrêté préfectoral de protection des biotopes : protection des oiseaux rupestres « falaises de Rossillon », à l'est du territoire communal.

L'arrêté du 28 juin 2007 du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée concernant la définition des zones vulnérables aux nitrates 2007.

Le territoire de la commune s'inscrit dans l'unité paysagère « Monts de l'Ain » (paysages agraires).

7 - DOCUMENTS DE PROGRAMMATION ET D'ORIENTATION

7.1 LA DCE ET LE SDAGE

La Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 (DCE) renforce les ambitions de la politique de l'eau, elle met en place une obligation de résultats à atteindre pour la qualité des milieux aquatiques d'ici à 2015.

L'objectif visé est l'atteinte du « bon état » de tous les milieux. Cet objectif de « bon état » à atteindre en 2015 est ramené à un objectif de « bon potentiel » pour les masses d'eau fortement modifiées comme le Rhône.

La révision du SDAGE en 2009 a intégré les prescriptions de la directive au titre du plan de gestion.

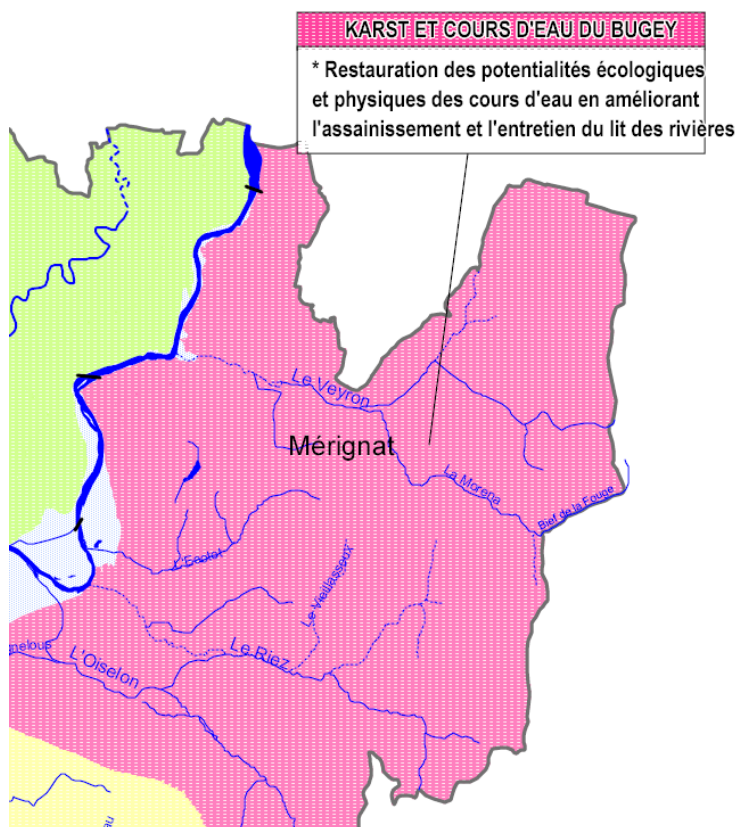
Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, entré en vigueur en décembre 2009 a pour rôle de définir les orientations pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.

7.2 LE SAGE

Le territoire de la commune s'inscrit dans le cadre du SAGE Basse Vallée de l'Ain (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et est compatible avec le SDAGE.

Parmi les orientations principales du SAGE, la commune est concernée par l'objectif de restauration des potentialités écologiques et physiques des cours d'eau en améliorant l'assainissement et l'entretien du lit des rivières. Cf. extrait de carte qui suit.

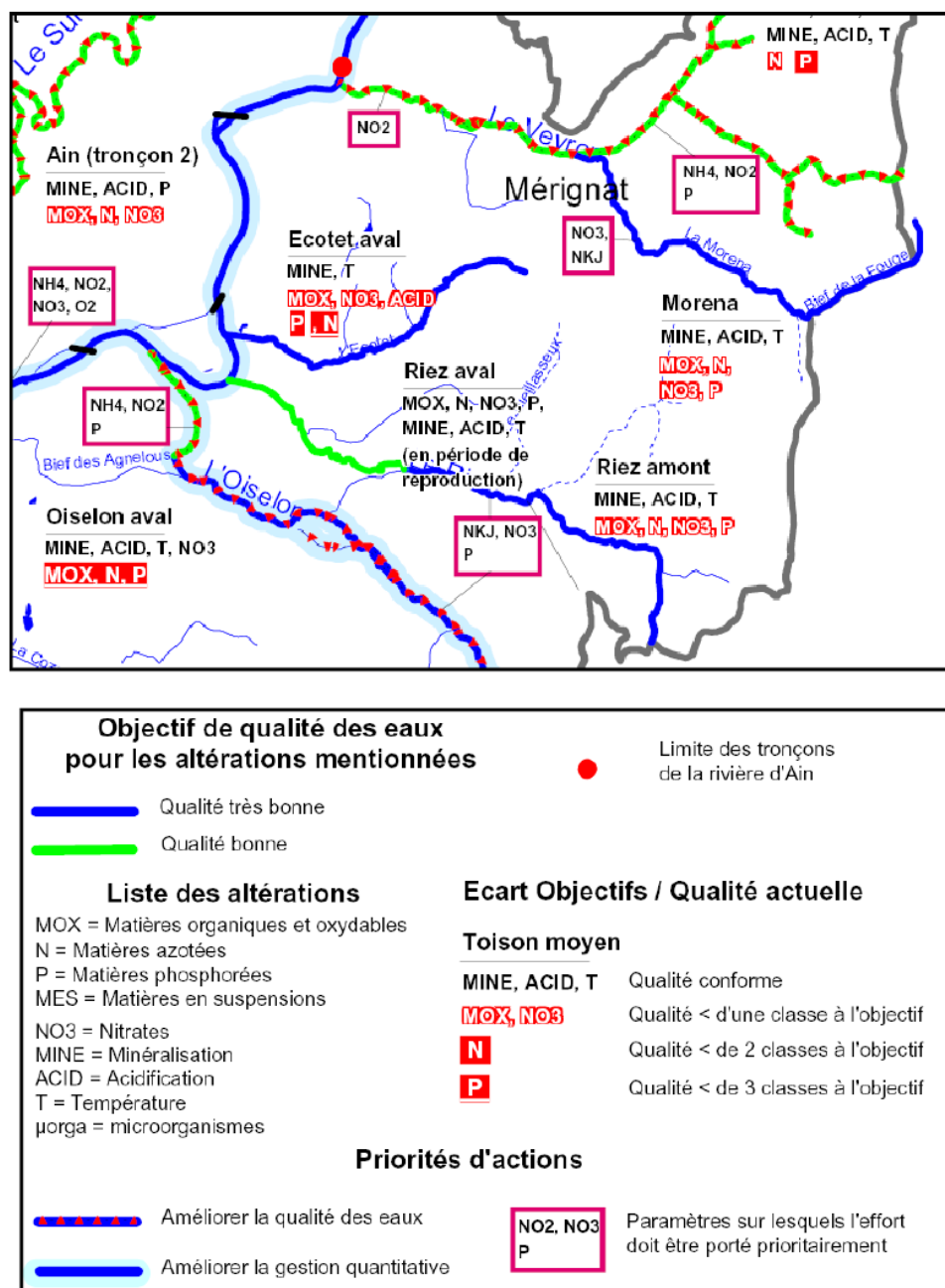
Figure 4 : Orientations principales SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat



Zonage d'assainissement

L'extrait de carte qui suit précise les objectifs par tronçon de cours d'eau.

Figure 5 : *Objectifs SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur Mérignat*



Le contrat de rivière de la Basse Vallée de l'Ain définit le programme d'actions en vue de réaliser les objectifs de gestion et de restauration des milieux aquatiques.

Zonage d'assainissement

8 - PATRIMOINE

Le secteur d'étude n'est pas concerné par le périmètre d'un édifice protégé au titre des monuments historiques.

9 - CONTEXTE URBAIN

La commune se caractérise par la présence d'un bourg.

Un hameau situé à l'ouest du territoire communal (la côte derrière la chapelle), et quelques bâtiments isolés au nord de la commune sont très proche de la commune de Cerdon. La commune a initié une démarche visant à céder ces deux secteurs à la commune de Cerdon. Ces secteurs ne seront donc pas étudiés dans le cadre de cette étude.

Les dernières données statistiques sur l'habitat de la commune correspondent à celles du recensement de 1999 et des populations légales en 2007 et 2008. Le tableau suivant présente l'évolution de la population légale depuis 1999.

Figure 6 : *Population légale 1999, 2007, 2008*

	1999	2007	2008
Population légale	114	134	136

Une ZPPAU (Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain) est définie sur une partie du territoire de la commune. La ZPPAU est un dispositif de protection géré conjointement par la commune et l'Etat représenté par l'architecte des bâtiments de France. Elle définit entre autres des zones « non aedificandi », c'est-à-dire des zones non constructibles. Ces délimitations ont pour conséquence qu'il ne subsistent pas de zones constructibles à proximité des habitations actuelles. L'évolution de la population est ainsi limitée à l'exploitation des logements existants.

Le SCOT28 bugéy côtière plaine de l'ain (bucopa) fait des projections d'évolution de +20% à +40% entre 2000 et 2020 sur le sous secteur Bugéy. La population de Mérignat en 1999 étant de 114 habitants, la population à échéance 2020 devrait être de 137 à 160 habitants selon ces prévisions. La population actuelle atteint déjà la limite basse de ces prévisions.

10 - CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE

Il n'y a pas de structures d'accueil touristiques sur la commune.

La principale activité en place sur la commune est la viticulture.

Il y a plusieurs vignerons professionnels :

- x Cave Renardat-Fache : 12 ha exploités ;
- x Cave GAEC Balivet, 6 ha exploités ;

Zonage d'assainissement

- x Cave Bartucci Raphaël, 2 ha exploités ;
- x Cave Bardet Olivier, 3 ha exploités ;
- x Cave Balivet Alexis, 0,39 ha exploités.

A ces vigneron nous pouvons rajouter un exploitant « semi-professionnel » : Jean-Paul Milliot avec 4 ha exploités.

Une CUMA de filtration est en place sur la commune. Elle regroupe les caves Gaec Balivet, Bartucci Raphaël, Bardet Olivier ainsi que des viticulteurs d'autres communes. Elle consomme environ 600 m³ d'eau par an pour le nettoyage des bouteilles : nettoyage à l'eau chaude avec ajout de soude (environ 5 kg de soude par semaine de filtration). La période de filtration dure 20 à 25 semaines par an.

A ces professionnels, il convient d'ajouter des particuliers (dont l'exploitation est inférieure à 0.5 ha) ayant leur cave sur Mérignat.

En 2010 la production déclarée sur la commune a été de 2300 hl. En moyenne un rendement de 75 hl/ha est observé.

Aujourd'hui la production sur la commune est encore en phase de croissance. Pour illustration sur toute l'appellation Cerdon (AOC) il y a 180 ha plantés sur les 300 ha potentiels d'appellation. Il reste donc des zones AOC qui ne sont pas plantées et qui peuvent l'être dans les années à venir.

Les vendanges ont lieu sur septembre/octobre selon les années. Il est fait appel à des vendangeurs extérieurs. Les vendangeurs sont une centaine répartis chez les 4 professionnels. Leur présence s'étalant sur 3 semaines, on peut considérer qu'il y a pendant 3 semaines 35 vendangeurs en permanence. Notons que la très grande majorité des vendangeurs n'est pas logée sur place. La charge polluante associée peut s'établir à 5 à 10 EH par jour. Cette charge supplémentaire ne vient pas impacter de manière significative les charges globales collectées durant les vendanges.

11 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La gestion de l'eau potable est assurée par la commune.

L'eau potable est issue principalement des captages de sources karstiques :

- x Source du Pierrefeu, dirigée vers le réservoir de Pierrefeu ;
- x Source de la Fontanette, dirigée vers le réservoir de Pierrefeu.

Dans un second temps, en été et en cas de baisse importante du débit de ces deux sources, une troisième source est exploitée : source de la Dhuys dont l'eau est pompée durant quelques heures et envoyée vers le réservoir de Pierrefeu.

Les sources n'alimentent que la commune de Mérignat.

Les périmètres de protection de ces sources sont en place. Cf. **Annexe 5**.

La production annuelle d'eau s'élève à 6058 m³ pour 100 abonnés en 2010. La production en 2009 a été de 6517 m³. Pour 2010 la consommation moyenne d'eau potable ressort à 122 l/habitant/jour y compris la consommation liée à la viticulture.

PARTIE 3. LE SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

1 - BASSIN DE COLLECTE

Le réseau d'assainissement collectif existe dans le bourg de la commune. Le reste du territoire est géré sur le mode assainissement non collectif (5 bâtiments éparses et un hameau composé d'une dizaine de bâtiments).

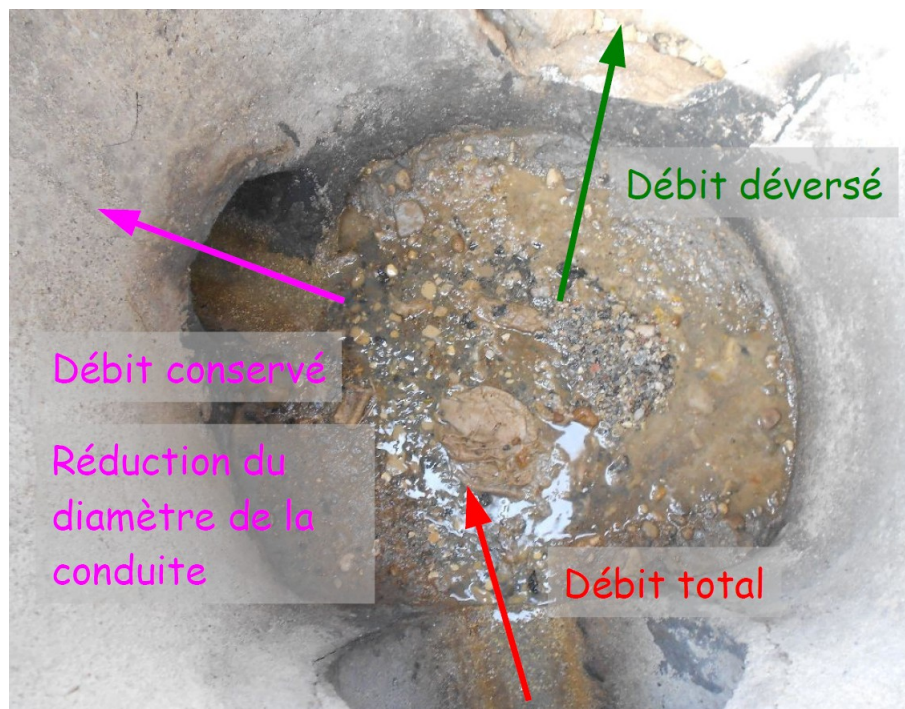
Le réseau est gravitaire et unitaire.

2 déversoirs d'orage équipent de réseau d'assainissement.

Le plan de l'**Annexe 4** les localisent.

Les photographies suivantes illustrent le fonctionnement de ces ouvrages.

Figure 7 : *Déversoir d'orage 1, fonctionnement*



Zonage d'assainissement

Figure 8 : Déversoir d'orage 1, rejet

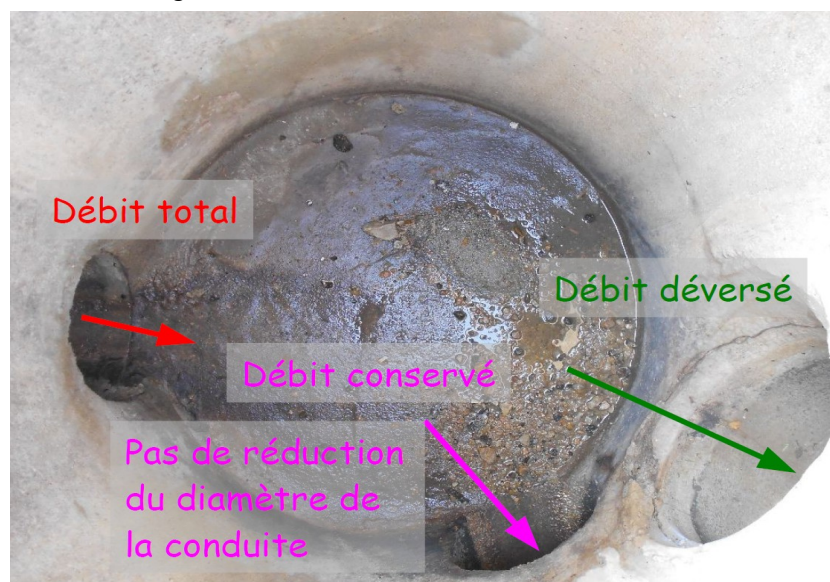
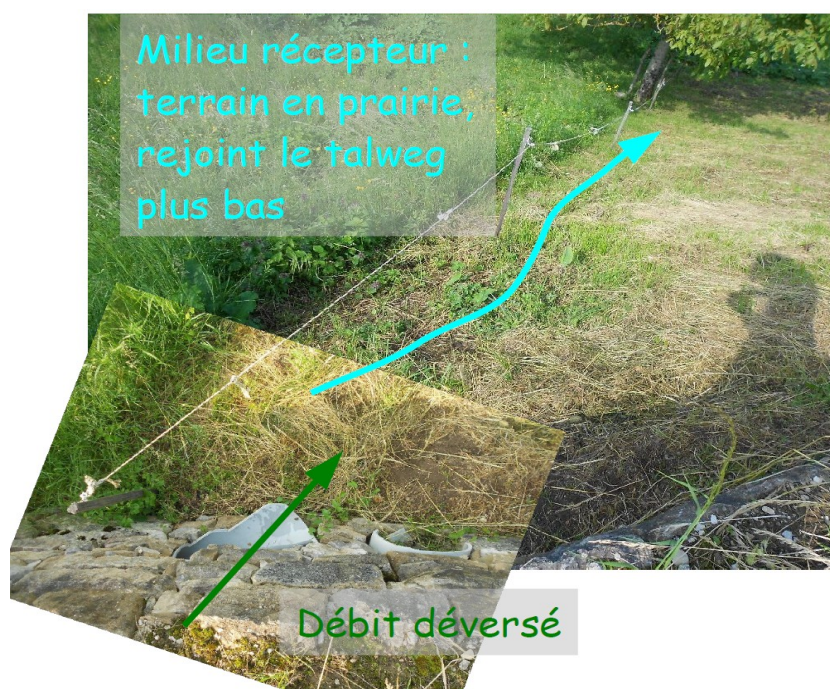


Le milieu récepteur du DO1 est un talweg rejoignant le talweg principal recevant les rejets d'eaux usées du réseau d'assainissement. Le secteur de ces talwegs était une ancienne décharge.

Le DO1 fonctionne par réduction des capacités d'évacuation de la conduite du débit conservé (réduction du diamètre du collecteur).

Le talweg présente des traces de passage d'eau (érosion) et quelques traces de pollution organique indiquant que l'ouvrage est sollicité en temps de pluie.

Zonage d'assainissement

Figure 9 : Déversoir d'orage 2, fonctionnementFigure 10 : Déversoir d'orage 2, rejet

Le DO2 ne fonctionne pas comme le DO1 : il n'y a pas de réduction du diamètre de la conduite du débit conservé et a priori il y a une pente significative sur cette conduite. Cet ouvrage ne semble pas fonctionner sur le principe de la réduction des capacités d'évacuation (en-dehors de la perte de charge singulière que représentent le regard et l'angle entre la conduite amont et la conduite aval).

Zonage d'assainissement

Le milieu de rejet est une prairie exploitée par un particulier. Il n'y a pas de traces de pollution organique ni de traces d'érosion. Il n'y a pas d'éléments pouvant indiquer que cet ouvrage est sollicité.

Toutefois la commune confirme que cet ouvrage est régulièrement sollicité.

Il y a avait des chasses automatiques sur le réseau d'assainissement (au nombre de 3). Elles ne sont plus utilisées et sont hors service.

Les rejets du système d'assainissement (déversoirs d'orage et aval de la collecte) se font dans un talweg descendant de Mérignat par l'ouest et rejoignant le Veyron (masse d'eau FRDR10951) vers le nord sur la commune de Leymiat.

Le plan du réseau est donné en **Annexe 4**.

2 - CHARGES COLLECTÉES

2.1 CHARGES DOMESTIQUES

Sur la base du recensement de la population en 2008, la commune comptait en 2008 136 habitants.

La population supplémentaire saisonnière est celle associée à la période des vendanges (sur une durée de trois semaines). La population équivalente est de 5 à 10 EH ce qui est peu significatif (très peu de vendangeurs sont hébergés sur place).

2.2 CHARGES AUTRES QUE DOMESTIQUES

Il y a plusieurs vigneronns sur la commune, dont 5 professionnels, une CUMA de filtration. Cf. partie économique pour les détails.

Les rejets de ces exploitations se font dans le réseau d'assainissement de la commune.

Une approche des charges correspondant à cette activité est faite plus loin dans le document.

2.3 CHARGES PLUVIALES

Le système d'assainissement est composé d'un réseau unitaire.

Les eaux pluviales sont issues du raccordement des eaux de ruissellement sur les toitures, les voiries et surfaces imperméables publiques et privées.

Il y a deux déversoirs d'orage sur le réseau d'assainissement.

PARTIE 4. DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1 - TEMPS SEC

Le tableau suivant récapitule les débits de temps sec observés lors des mesures réalisées à l'automne 2010..

Figure 11 : Débits de temps sec

Points	Débit moyen m ³ /j	Débit min m ³ /j	Débit max m ³ /j	Débit nocturne min m ³ /h	Débit nocturne max m ³ /h	EH moyen Sur la base de 122 l/hab/j ²
Aval collecte	18.6	8.49	31.12	0.00	0.74	152

Les mesures réalisées mettent en évidence la variabilité des débits journaliers collectés. Cette variabilité s'explique par :

- x La collecte influencée par les activités viticoles (période de vendange et post-vendanges) ;
- x Les variabilités généralement observées sur les réseaux d'assainissement lorsque la population raccordée est relativement faible : les activités particulières ne sont pas lissées par l'abondance du débit.

Sur la période mesure le réseau n'a pas collecté d'eaux claires parasites de temps sec.

2 122 l/hab/j : consommation moyenne d'eau sur la commune par habitant en 2010, y compris consommation liée à la viticulture

Zonage d'assainissement

2 - TEMPS DE PLUIE

La surface active est déterminée par différence entre le volume de temps de pluie et le volume de temps sec.

Des variabilités sont observées sur la détermination des surfaces actives, elles sont inhérentes à la méthode de calcul : cumul des erreurs entre les mesures de temps de pluie et les mesures de temps sec, variabilité des pluies, variabilité des débits de temps sec. En outre la réponse des surfaces imperméables à la pluie peut varier avec les caractéristiques de la pluie : plus ou moins de ruissellement en fonction de l'état des sols, de l'intensité et la durée de la pluie.

Les résultats aberrants au regard de l'ensemble des résultats sont écartés.

Il en ressort globalement que la surface active raccordée au réseau et arrivant effectivement en aval de la collecte est de l'ordre de 5 700 m².

En 1995, cette surface avait été établie à 7500 m². La variabilité entre ces mesures est liée aux erreurs inhérentes aux mesures : les débits concernés restent faibles ce qui accentue les erreurs.

Aucune mesure n'a été réalisée au niveau des déversoirs d'orage. La caractérisation de leur fonctionnement n'est pas connue.

Le DO1 présente des traces de fonctionnement (érosion du talweg, quelques traces de pollution organique). Il fonctionne par réduction des capacités d'évacuation de la conduite aval. Etant donné que le réseau est essentiellement unitaire, il est logique que cet ouvrage soit sollicité régulièrement.

Le DO2 ne présente pas de traces de fonctionnement, toutefois la commune confirme que cet ouvrage est sollicité en temps de pluie.

3 - TRAITEMENT

Aujourd'hui il n'y a pas de station d'épuration en aval de la collecte.

Les rejets se font dans un talweg.

Les rejets semblent s'infiltrer en période sèche.

Aujourd'hui la charge brute rejetée au milieu naturel est équivalente à 136 habitants permanents (population actuelle) auxquels il convient d'ajouter les charges liées à l'activité vinicole (quelle soit professionnelle ou amateur) qui sont estimées à 44,7 kg DBO5/j en période de pointe (durant les vendanges) soit 746 EH.

PARTIE 5. CHARGES VINICOLES

1 - VENDANGEURS

Concernant les charges liées à la présence des vendangeurs sur la commune en période de vendanges, la charge polluante à prendre en compte est de l'ordre de 5 à 10 EH sur une durée de 3 semaines.

Il s'agit de charges domestiques classiques, elles constituent à ce titre un apport de charge supplémentaire de façon saisonnière admissible par le système d'assainissement.

Elles sont à prendre en compte pour le dimensionnement d'une filière de traitement des eaux usées.

2 - EAUX DE PROCESS

2.1 DESCRIPTIF

La production de vin sur la commune concerne du Cerdon. La production de Cerdon suit la méthode ancestrale de vinification.

Du fait du caractère saisonnier des étapes du process, la qualité des rejets d'eaux usées (en volume et en concentrations) varie d'une étape de production à une autre. Les rejets présentent en outre une forte variabilité sur une même journée.

Chaque exploitant a des méthodes de travail, un matériel, un entretien et un soin apporté à la récupération des sous-produits (en fonction du matériel utilisé entre autres) qui lui sont propres. Cette diversité de travail induit une variabilité sur la qualité des rejets d'eaux usées collectées aujourd'hui par le réseau d'assainissement.

Les sous-produits qui sont rencontrés sont :

- x Des eaux usées de lavage des outils, caisses, vêtements. Elles contiennent du jus de raisin et peu de produits solides (en-dehors des poussières issues du travail dans les vignes) ;
- x Des eaux usées de lavage de l'unité de pressurage (tambour et filtre). Elles contiennent du jus de raisin et peuvent contenir des produits solides (pellicules, pépins, rafles) ;

Zonage d'assainissement

- x Des eaux usées de nettoyage des cuves de débourbage, de décantation des bourbes (concentration des bourbes). Elles contiennent du jus de raisin (plus ou moins fermenté) et des limons ;
- x Des eaux usées de nettoyage des cuves de maturation et des filtres à vin. Elles contiennent du jus de raisin (plus ou moins fermenté) et des limons ;
- x Des eaux usées de nettoyage des bouteilles de première mise en bouteille et des filtres avant bouchage définitif. Elles contiennent du jus de raisin fermenté et des limons.

Chaque étape de nettoyage s'accompagne de pollutions spécifiques :

- x Charge plus ou moins « solide » ou épaisse :
 - Marcs (pellicules, pépins, rafles) lors du pressurage ;
 - Bourbes qui contiennent des levures, des poussières (terre issue des vignes), issues des cuves de débourbage ;
 - Boues de maturation et lies. Ces produits contiennent des levures, des poussières (terre issue des vignes) ;
- x Charge entraînée par les lavages :
 - Résidus de filtration (piégés par les filtres à vin) avant la première mise en bouteille ;
 - Résidus de filtration avant le bouchage définitif.

A chaque étape des produits de nettoyage (nettoyage, désinfection, détartrage) peuvent être utilisés.

A cela nous pouvons rajouter la présence des produits de traitement du vin potentiellement présents dans le jus de raisin / le vin.

Enfin en-dehors de l'activité de cuvage, le matériel est nettoyé dans le courant de l'année : matériel de traitement des vignes (soufre) en particulier.

Les charges générées par les activités de cuvage sont à répartir entre septembre et fin février, durée généralement nécessaire à la méthode ancestrale.

Les pointes de charge se rencontrent en période de vendange (3 semaines, pressurage, débourbage) puis environ 1 mois après les vendanges lors de la mise en bouteille (nettoyage des cuves de fermentation et filtration du vin).

2.2 CHARGES

Le SIVU de la Vallée du Veyron a fait une estimation des charges polluantes associées aux activités viticoles du secteur : essentiellement production de Cerdon.

Elle a retenu les ratios suivants pour la période de pointe (période de vendange) :

- x 200 g DBO5/hl de vin ;
- x 100 l/hl de vin.

Ces ratios sous entendent les dispositions suivantes :

- x Lors du pressurage : récupération des marcs (valorisation en distillerie) ;

Zonage d'assainissement

- x Lors du débouillage : récupération des boues (valorisation en distillerie, compostage, épandage) ;
- x Lors de la vidange des cuves de maturation : récupérations des boues de maturation (valorisation en distillerie, compostage) ;
- x Lors de la filtration : récupération des terres filtrantes (compostage).

Par ailleurs nous pouvons rappeler les préconisations suivantes :

- x Sensibilisation du personnel à la limitation du transfert de la pollution ;
- x Pré-nettoyage à sec ;
- x Dispositif de nettoyage à haute pression (gain sur les performances de nettoyage).

Le tableau suivant reprend une estimation des charges polluantes pour la commune de Mérignat pour la production actuelle et future sur la base d'un rendement moyen constaté sur Mérignat de 75 hl/ha. La période de vendange s'étale sur une période de 3 semaines.

Figure 12 : *Charges autres que domestiques, viticulture*

	2010			A terme		
	Professionnels	Particuliers	Global commune	Professionnels	Particuliers	Global commune
Surface ha	26	5	31	32.5	5	38
Production annuelle hl/an	1942	394	2336	2438	394	2831
Charge polluante kg DBO5/période vendanges	388	79	467	488	79	566
Charge hydraulique m ³ /période vendanges	194	39	234	244	39	283
Charge polluante EH / période vendanges	6473	1313	7785	8125	1313	9438
Charge hydraulique EH / période vendanges	1295	263	1557	1625	263	1888
Durée vendanges jours	21	3		21	3	
Charge polluante kg DBO5/j / période vendanges	18.5	26.3	44.7	23.2	26.3	49
Charge hydraulique m ³ /j / période vendanges	10.5	1.5	12.0	10.5	1.5	12
Charge polluante EH/j / période vendanges	308	438	746	387	438	824
Charge hydraulique EH/j / période vendanges	62	88	149	77	88	165

Ce tableau met en évidence que sur la période de vendange la charge polluante moyenne rejetée serait de l'ordre de 824 EH/j à échéance 2025. Cette charge est à comparer à la charge polluante domestique à échéance 2020 estimée à 137 à 160 habitants.

Il en ressort que globalement aujourd'hui :

- x Les marcs sont destinés à la distillation ;
- x Une partie des boues est rejetée au réseau d'eaux usées ;

Zonage d'assainissement

- x Une partie des boues de maturation est rejetée au réseau d'eaux usées ;
- x Les eaux issues du lavage des filtres (2 périodes de filtration) sont rejetées au réseau d'eaux usées.

La consultation des viticulteurs met en évidence que :

- x Les rejets de bourbes et de boues de maturation pourraient être réduits en apportant un effort sur leur récupération à la source (raclage des cuves) ;
- x Les rejets des eaux de lavage des filtres ne peuvent pas être significativement diminués.

Ces éléments sont à prendre en compte pour les solutions de traitement à mettre en place.

3 - RÉGLEMENTATION

3.1 RÉGLEMENTATION DES REJETS AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF COMMUNAL

Dans tous les cas, le rejet au réseau d'assainissement communal relève de la réglementation suivante :

- x L'article L1331-10 du Code de la Santé Publique stipule que :

« Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. Pour formuler un avis, celle-ci dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.

L'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci.

L'autorisation prévue au premier alinéa fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa.

L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux.

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code. »

Zonage d'assainissement

Une autorisation de déversement, sous forme d'un arrêté municipal, **doit être** définie avant rejet des eaux autres que domestiques dans le réseau d'assainissement de la commune. Cette autorisation stipule les modalités d'admission des rejets et en particulier les limites de rejet à respecter.

Cette autorisation **peut être** accompagnée d'une convention de raccordement définissant les modalités financières de ce raccordement.

Les limites de rejet définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement peuvent s'inspirer des limites prescrites par l'arrêté du 15/03/1999 relatif aux prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2251.

Pour les exploitations dont la production est inférieure ou égale à 500 hl/an :

x L'article L1331-15 du Code de la Santé Publique stipule que :

« Les immeubles et installations existants destinés à un usage autre que l'habitat et qui ne sont pas soumis à autorisation ou à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-4, L. 512-1 et L. 512-8 du code de l'environnement doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel. »

Ce qui signifie que les rejets des exploitations ayant une production inférieure ou égale à 500 hl/an doivent subir un prétraitement en accord avec les capacités de traitement du système d'assainissement.

Pour les exploitations dont la production est supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an, l'arrêté du 15 mars 1999 s'applique :

« Arrêté du 15 mars 1999 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique no 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) »

Cet arrêté s'applique pour toute installation déclarée après sa date de publication.

Il encadre les rejets au réseau d'assainissement en définissant des limites de rejet et des fréquences de contrôle des rejets. Il prescrit en outre la mesure de la quantité d'eau rejetée (1 fois par mois sur le rejet, ou à défaut à partir de la mesure des quantités d'eau prélevée).

3.2 RÉGLEMENTATION DES ÉPANDAGES

Pour les exploitations dont la production est inférieure ou égale à 500 hl/an :

Le règlement sanitaire départemental s'applique : règles attachées à l'épandage (périodes d'épandage, distance, enfouissement ...).

Pour les exploitations dont la production est supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an, l'arrêté du 15 mars 1999 s'applique :

Cet arrêté s'applique pour toute installation déclarée après sa date de publication. Il est fortement conseillé d'en respecter les prescriptions même pour les installations antérieures à sa publication.

Zonage d'assainissement

Il encadre les épandages des effluents viticoles : nécessité d'un plan d'épandage, tenue d'un cahier d'épandage, relevé des consommations d'eau, information de l'Agence de l'Eau des pratiques (relevés des consommations d'eau, cahier d'épandage ...).

Dans tous les cas les effluents sont généralement épandus avec une citerne mobile (tonne à lisier).

PARTIE 6. SOLUTIONS ASSAINISSEMENT RETENUES

1 - CHARGES RETENUES

1.1 CHARGES DOMESTIQUES

Les charges domestiques à retenir sont celles de la population permanente (sur la base des prévisions du SCOT, 137 à 160 habitants à échéance 2020) et celles de la population saisonnière (essentiellement vendangeurs, 10 EH).

1.2 CHARGES VINICOLES

Les charges vinicoles sont estimées sur la base des ratios établis par le SIVU de la Vallée du Veyron.

Les rejets d'effluents vinicoles se répartissent globalement de septembre à février.

Les pointes de charge journalière se rencontrent en période de vendanges, soit sur une durée de 3 semaines entre septembre et octobre.

Pour la période de pointe les charges sont estimées dans le tableau suivant, sur la base des prévisions d'évolution de production des viticulteurs professionnels.

Zonage d'assainissement

Figure 13 : *Charges autres que domestiques, viticulture*

	A terme		
	Professionnels	Particuliers	Global commune
Surface ha	32.5	5	38
Production annuelle hl/an	2438	394	2831
Charge polluante kg DBO5/ période vendanges	488	79	566
Charge hydraulique m ³ / période vendanges	244	39	283
Charge polluante kg DBO5/j / période vendanges	23.2	26.3	49
Charge hydraulique m³/j / période vendanges	10.5	1.5	12
Charge polluante EH/j / période vendanges	387	438	824
Charge hydraulique EH/j / période vendanges	77	88	165

1.3 SYNTHÈSE

La solution retenue par la commune est de conserver dans le système d'assainissement les eaux usées d'origine vinicole. Ce choix est motivé par :

- x Aujourd'hui les rejets vinicoles se font dans le réseau d'eaux usées ;
- x Les caves sont organisées en fonction : parfois mélange à l'intérieur du bâtiment des eaux vinicoles et eaux domestiques ;
- x Structure de l'habitat resserrée limitant les possibilités de récupération des effluents, création de cuves de stockage sur les terrains privés ...

Ce choix s'accompagnera de la mise en place des arrêtés d'autorisation de déversement et de conventions de déversement précisant les modalités financières d'admission des effluents sur la station d'épuration communale.

Il en ressort les charges suivantes à traiter par la commune en période de pointe (3 semaines) :

Figure 14 : *Charges polluantes échéance 2020*

	Charge domestique	Charge vinicole en pointe	Charge globale en pointe
Charge polluante kg DBO5/j	10.2	49	60
Charge hydraulique m ³ /j	25.5	12	38
Charge polluante EH/j	170	824	994
Charge hydraulique EH/j	170	165	335

Zonage d'assainissement

2 - SOLUTION TECHNIQUE

La rejet actuel du réseau d'assainissement se fait au niveau d'une des entrées dans le village au niveau d'un talweg.

La commune ne souhaite pas créer un poste de refoulement pour envoyer les effluents vers une autre zone de la commune.

L'emplacement de la future station d'épuration est donc à prévoir depuis ce talweg jusqu'aux limites communales. Le site envisagé par la commune se situe le long de l'écoulement naturel des eaux de ruissellement. Il est aujourd'hui boisé et dépourvu d'un accès carrossable.

La figure suivante permet de visualiser l'emplacement.

Figure 15 : Emplacement envisagé pour la future station d'épuration

Cadastre avec courbes niveau et zone réservée

La filière envisagée est de type filtre planté de roseaux.

L'emprise de ce type de filière dépend de sa capacité. Pour une filière de capacité 994 EH en DBO5 et 335 EH en débit, l'emprise serait de l'ordre de 3000 m².

La pente naturelle du site permet a priori de fonctionner gravitairement sur ce type de filière.

Les contraintes du site sont la faible surface disponible le long du talweg sans avoir à décaisser dans les zones de pentes fortes.

Une étude de faisabilité pour l'implantation d'une station d'épuration sur le site sera nécessaire avant de valider le dimensionnement de la filière (relevés altimétriques, contraintes pour implantation des filtres, pour la réalisation des travaux, pour l'entretien des filtres).

La création d'un accès carrossable depuis la RD63B, l'aménagement du site (abattage d'arbres, passage du cours naturel des eaux de ruissellement) seront indispensables.

Nota : il sera possible dans la phase avant projet détaillé de proposer des solutions alternatives à cette solution en fonction des contraintes d'emprise qui pourraient être soulevées. Une filière de type décanteur digesteur, lit bactérien puis filtre planté de roseaux en guise de « clarificateur » pourrait être étudiée.

Les solutions alternatives ne sont pas précisées ici, la solution initiale semblant être plus simple a priori au niveau de l'exploitation.

Il sera souhaitable également d'affiner le dimensionnement de la station d'épuration en mesurant la pointe de charge polluante par la réalisation de bilans pollution sur au moins une semaine en période de pointe.

Zonage d'assainissement

3 - CHIFFRAGE

Le tableau suivant présente les coûts estimatifs des travaux proposés.

Figure 16 : Coûts d'investissement

Intervention	Nb unités	Unité	Prix € HT y/c MO
Création station d'épuration	994	EH	541 054
Création de l'accès, aménagement site			189 369
Total			730 423

Les coûts relatifs à l'accès et à l'aménagement du site sont évalués à 35% du coût de la station d'épuration.

Le tableau suivant présente les coûts d'exploitation du système d'assainissement dans la projection de la future station d'épuration.

Figure 17 : Coûts d'exploitation

	Coûts de fonctionnement €/an
Station d'épuration	13 100
Réseaux	1 310
Total	14 410

Ces coûts d'exploitation prennent en compte la gestion des boues (curage et épandage).

Pour fixer les idées, les tableaux précisent quel seraient les coûts si la commune ne gèrait pas le traitement des effluents vinicoles (ni des professionnels ni des particuliers).

Figure 18 : Simulation coûts d'investissement effluents domestiques seuls

Intervention	Nb unités	Unité	Prix € HT y/c MO
Création station d'épuration	160	EH	186 189
Création de l'accès, aménagement site			189 369
Total			375 558

Figure 19 : Simulation coûts d'exploitation effluents domestiques seuls

	Coûts de fonctionnement €/an
Station d'épuration	8 313
Réseaux	831
Total	9 144

Zonage d'assainissement

4 - IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

4.1 AIDES PUBLIQUES POTENTIELLES

A priori les subventions envisageables concernent uniquement la part du projet dédiée aux charges domestiques (à savoir 160 EH sur les 994 EH globaux).

Une possibilité de subvention de la part de l'Agence de l'Eau sur la partie vinicole peut être envisagée si les rejets actuels ont un impact sur le milieu naturel.

Aujourd'hui les rejets bruts se font dans un talweg sec. Ils semblent s'infiltrer et la commune se situe en milieu karstique.

L'impact du rejet passe par un traçage des rejets (détermination du ou des points de sortie) et mesure de l'impact sur les milieux traversés.

Dans un premier temps, en l'absence de cette étude, les aides publiques potentielles sont données sur la part domestique.

Après consultation des organismes financeurs (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Conseil Général), les aides financières potentielles sont les suivantes.

Figure 20 : *Aides publiques potentielles – Agence de l'Eau*

	Taux	Plafond
Création d'une station d'épuration	30%	Oui*
* plafond calculé à partir des caractéristiques du projet, de la population actuellement raccordée, peut être inférieur au coût global		
Les subventions de l'agence sont soumises à des conditions d'éligibilité		

Les aides de l'agence sont définies sur la population actuellement raccordée, soit dans le cas présent 136 EH.

Concernant les aides du Conseil Général, elles sont aujourd'hui prises à nulles à partir de 2013.

Les aides publiques potentielles peuvent être soumises à des modifications en fonction des orientations des différents organismes.

Notons que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse arrive à la fin de son 9^{ème} programme. Le 10^{ème} programme viendra probablement modifier les priorités et les parts d'aides de l'Agence de l'Eau. Parallèlement une réforme des subventions du Conseil Général est pressentie. Ses éléments pourront avoir une conséquence sur le financement des travaux : modification des priorités et des échéances.

Zonage d'assainissement

Pour prendre en compte ces éléments, l'impact sur le prix de l'eau est déterminé en prenant en compte :

- x A partir de 2013, les aides ont été prises égales à 30% sur la part domestique.

Au titre du présent paragraphe, l'incidence financière des travaux a été établie sur le prix de l'eau, sur la base des consommations domestiques. Pour le calcul, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- x Il est tenu compte de l'évolution de la démographie :

Figure 21 : Population future raccordée

Population actuelle	Population à échéance 2020
136	160

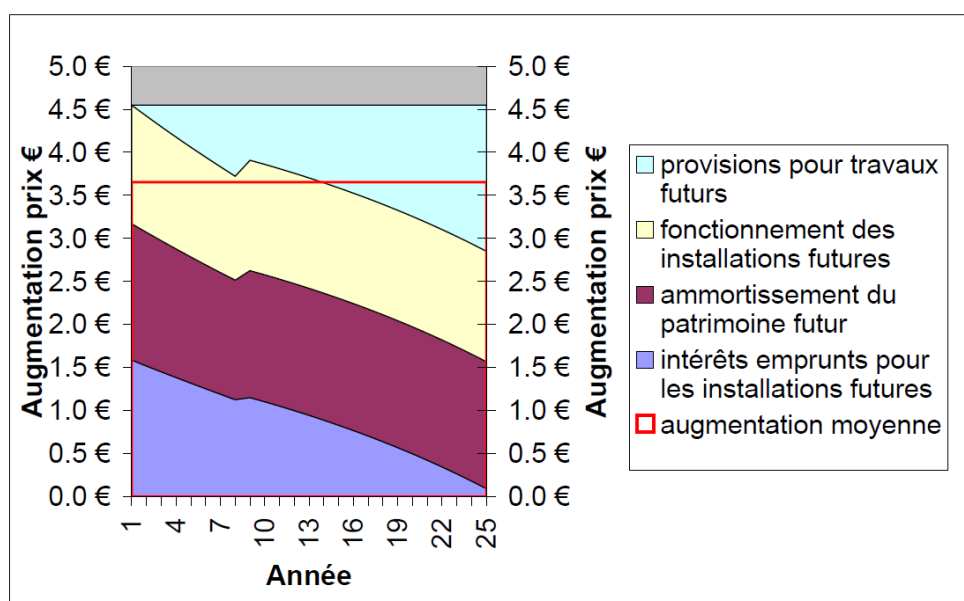
- x La consommation en eau potable est de 122 l/j/habitant, soit 6517 m³/an ;
- x La consommation d'eau suivra l'évolution régulière de la population ;
- x L'impact est établi sur la part domestique du dimensionnement de la station d'épuration (coût si la commune ne prenait pas en charge les effluents vinicoles) ;
- x La part de subvention est indicative et plafonnée selon les bases de calcul habituelles. Elle a été prise dans des conditions minimalistes. Les subventions pourront être obtenues sous réserve de répondre aux conditions d'accès ;
- x La collectivité emprunte la totalité de la part non subventionnée. Un autofinancement provenant du budget général de la collectivité reste toutefois possible ;
- x Les emprunts en cours concernant spécifiquement l'assainissement n'ont pas fait l'objet de mention. Ils ne sont donc pas intégrés dans ce calcul ;
- x L'amortissement de l'existant (réseau existant) n'est pas pris en compte ;
- x En fin de période d'emprunt, une « provision budgétaire » pour le renouvellement des installations est intégrée dans le calcul. Ainsi, le prix de l'eau ne diminue pas en fin de période.

Zonage d'assainissement

4.2 IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU EFFLUENTS DOMESTIQUES

Le graphique ci-dessous présente l'incidence financière du projet dans le cadre de la simulation de la variation du prix de l'eau (usage domestique), qui devra être augmentée d'environ 4,55 € pour équilibrer le budget de l'assainissement. Ils sont établis pour une période de 25 années. Cette augmentation se décompose de la manière suivante : 3,65 € de charges et 0.90 € de provisions.

Figure 22 : Impact sur le prix de l'eau



4.3 IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU EFFLUENTS NON DOMESTIQUES

Des conventions de déversement définissant les modalités financières d'admission des effluents vinicoles seront à mettre en place pour les professionnels ainsi que pour les particuliers.

Elles auront pour objet de répartir les coûts d'investissement et de fonctionnement relatif aux rejets vinicoles.

Elles sont le fruit d'une négociation entre le gérant du réseau (ici la commune), le gérant de la station d'épuration (ici la commune) et chaque abonné concerné, par rapport aux surcoûts engendrés pour la commune pour la gestion de ces effluents.

PARTIE 7. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1 - CARTE DE ZONAGE

La carte de zonage illustre les choix retenus en matière d'assainissement pour la commune.

Le plan de zonage est présenté en **Annexe 6**.

La carte de zonage met en évidence deux zones :

- x **Assainissement collectif** : zones desservies par le réseau d'assainissement collectif ;
- x **Zones assainissement non collectif** : zones gérées sur le mode non collectif.

Le développement démographique de la commune sera essentiellement concentré sur les zones déjà urbanisées et raccordées au réseau d'assainissement collectif. C'est pourquoi le zonage prévoit essentiellement une zone d'assainissement collectif calée sur la zone urbanisée actuelle dans le bourg.

Etant donnée l'absence d'une station de traitement des eaux usées en aval de la collecte, il n'est pas possible aujourd'hui d'admettre de nouvelles constructions. Tant que le système d'assainissement ne sera pas apte à admettre et traiter les charges polluantes, il ne pourra y avoir d'autres raccordements au réseau d'assainissement collectif.

2 - NOTES POUR LE RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

- x Arrêté d'autorisation de déversement pour toute activité engendrant des rejets autres que des rejets domestiques éventuellement accompagné d'une convention de déversement définissant les conditions techniques et financières du raccordement : article L1331-10 du Code de la Santé Publique « Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. ... L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux. Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code. ».

Zonage d'assainissement

x Raccordement sous deux ans pour les administrés dès lors que le réseau sera en limite de leur parcelle : article L1331-1 du Code de la Santé Publique « Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. ».

x Déconnexion et condamnation des fosses de prétraitement éventuelles : article L1331-5 du Code de la Santé Publique « Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. ».

3 - IMPLICATIONS DU ZONAGE

Le zonage d'assainissement, après validation par délibération du Conseil Municipal, devra être soumis à enquête publique organisée par la commune. En fin d'enquête le zonage est approuvé par le Conseil Municipal. Il devient opposable aux tiers et doit être incorporé aux documents d'urbanisme.

Etant donnée la non conformité du système d'assainissement dans les conditions actuelles de fonctionnement (absence de traitement), il n'est pas possible aujourd'hui d'admettre de nouvelles constructions.

Fait à Loyettes le 16 août 2012

Par Emilie PFEUFFER

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Synthèse du diagnostic SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat.....	6
Figure 2 : Qualité et perturbation de la qualité des eaux SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat.....	7
Figure 3 : Vulnérabilité des aquifères, secteur de Mérignat.....	8
Figure 4 : Orientations principales SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur de Mérignat.....	10
Figure 5 : Objectifs SAGE Basse Vallée de l'Ain, secteur Mérignat.....	11
Figure 6 : Population légale 1999, 2007, 2008.....	12
Figure 7 : Déversoir d'orage 1, fonctionnement.....	14
Figure 8 : Déversoir d'orage 1, rejet.....	15
Figure 9 : Déversoir d'orage 2, fonctionnement.....	16
Figure 10 : Déversoir d'orage 2, rejet.....	16
Figure 11 : Débits de temps sec.....	18
Figure 12 : Charges autres que domestiques, viticulture.....	22
Figure 13 : Charges autres que domestiques, viticulture.....	27
Figure 14 : Charges polluantes échéance 2020.....	27
Figure 15 : Emplacement envisagé pour la future station d'épuration.....	28
Figure 16 : Coûts d'investissement.....	29
Figure 17 : Coûts d'exploitation.....	29
Figure 18 : Simulation coûts d'investissement effluents domestiques seuls.....	29
Figure 19 : Simulation coûts d'exploitation effluents domestiques seuls.....	29
Figure 20 : Aides publiques potentielles - Agence de l'Eau.....	30
Figure 21 : Population future raccordée.....	31
Figure 22 : Impact sur le prix de l'eau.....	32

Zonage d'assainissement

ANNEXES

Annexe 1 - Localisation commune.....	
Annexe 2 - Contexte hydrologique.....	
Annexe 3 - Contexte écologique.....	
Annexe 4 - Plan des réseaux.....	
Annexe 5 - Captages d'eau potable et périmètres de protection.....	
Annexe 6 - Zonage d'assainissement.....	

ANNEXE 1 - LOCALISATION COMMUNE
--

ANNEXE 2 - CONTEXTE HYDROLOGIQUE

ANNEXE 3 - CONTEXTE ÉCOLOGIQUE

ANNEXE 4 - PLAN DES RÉSEAUX

<p>ANNEXE 5 - CAPTAGES D'EAU POTABLE ET PÉRIMÈTRES DE PROTECTION</p>

ANNEXE 6 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
